Décision n° 2014-1381
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 18 novembre 2014
attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques
au centre hospitalier universitaire de Tours
pour un réseau indépendant du service fixe
dans le département de l'Indre-et-Loire (37)

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L.36-7 (6°), L.42-1 et R.20-44-11 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L.32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 1er septembre 2014 portant modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2010-1126 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 12 octobre 2010 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques au centre hospitalier régional universitaire de Tours pour un réseau indépendant du service fixe dans le département de l'Indre-et-Loire (37) ;

Vu la décision n° 2012-1389 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 6 novembre 2012 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques au centre hospitalier régional universitaire de Tours pour un réseau indépendant du service fixe dans le département de l'Indre-et-Loire (37) ;

Vu la décision n° 2014-0386 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 25 mars 2014 fixant les conditions d'utilisation des fréquences radioélectriques par les installations radioélectriques des liaisons point à point du service fixe dans la bande de fréquences 26 GHz (24,5-26,5 GHz) ;

© Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Vu la demande en date du 27 octobre 2014 du centre hospitalier universitaire de Tours, reçue le 27 octobre 2014 ;

Après en avoir délibéré le 18 novembre 2014 ;

Décide :

Article 1 – Les décision n° 2010-1126 en date du 12 octobre 2010 et n° 2012-1389 en date du 6 novembre 2012 susvisées sont abrogées à compter de la date de la présente décision. Les fréquences correspondantes, telles que figurant à l'annexe 1 à la présente décision, sont restituées.

Article 2 – Le centre hospitalier universitaire de Tours est autorisé, dans la bande 24,5-26,5 GHz, à utiliser des fréquences radioélectriques selon les conditions techniques précisées dans les annexes 2 et 3 à la présente décision.

Article 3 – La présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est attribuée pour une durée de dix ans à compter de la date de la présente décision.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est assujetti au paiement des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion, selon les modalités fixées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié susvisé.

Article 5 – La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des liaisons, notamment de l'accord mentionné à l'article R.20-44-11 (5°) du CPCE, ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R.20-44-11 (8°) du CPCE.

Article 6 – Le renouvellement de la présente autorisation ne peut être accordé au titulaire qu'après une nouvelle demande déposée au moins quatre mois avant la date d'échéance de la présente décision, ce délai courant à compter de la date de sa notification.

Article 7 – Le directeur de l'accès mobile et des relations avec les équipementiers de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au centre hospitalier universitaire de Tours.

Fait à Paris, le 18 novembre 2014 Le Président

Jean-Ludovic SILICANI